MÉDITERRANÉE

Le patron de l'Otan appelle à une «réponse globale»

Le drame des migrants en Méditerranée exige une «réponse globale» à laquelle l'Otan contribue en aidant à «stabiliser les pays de la région», a fait valoir hier le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg. «Nous devons être unis pour affronter cette crise. Il s'agit d'un énorme défi international qui demande une réponse globale», a déclaré M. Stoltenberg devant la presse au cours d'une visite à Lisbonne.

«Ce que l'Otan fait afin de stabiliser l'Afghanistan est un élément d'une réponse élargie au problème des réfugiés en Méditerranée», a-t-il ajouté, citant également la coopération militaire avec la Jordanie et l'Irak. «Nous sommes prêts à aussi coopérer avec la Libye, dès que la situation sécuritaire le permettra», a-t-il souligné à l'issue d'une rencontre avec le ministre portugais des Affaires étrangères Rui Machete.

Saluant les mesures prises par l'Union européenne (UE) «afin d'augmenter sa présence en mer pour aider les personnes en détresse et aussi pour lutter davantage contre le trafic d'êtres humains», M. Stoltenberg a rappelé que chaque institution jouait «un rôle différent».

«L'UE travaille au niveau du contrôle des frontières et des politiques d'immigration. L'Otan aide à stabiliser les pays de la région», a-t-il assuré, rappelant que «cette question ne concerne pas uniquement l'Afrique du Nord, car nous savons que ces migrants viennent d'aussi loin que l'Asie, l'Afghanistan ou le Moyen-Orient».

Le secrétaire général de l'Otan s'exprimait huit jours après la plus grave tragédie concernant des migrants en Méditerranée, quand un chalutier avec quelque 750 personnes à son bord a fait naufrage, provoquant la mort de 24 personnes, 700 autres étant portées disparues.

SOUDAN

Béchir réélu sans surprise

Président du Soudan depuis un quart de siècle, Omar El-Béchir a été réélu pour cinq ans avec plus de 94% des voix dès le premier tour d'une élection boycottée par l'opposition et critiquée à l'étranger.

La commission électorale a proclamé hier cette victoire largement attendue après les élections présidentielle, parlementaires et régionales qui se sont déroulées du 13 avril au 16 avril. M. Béchir, réclamé par la Cour pénale internationale pour génocide au Darfour, avait pour seuls concurrents 13 inconnus, l'opposition ayant boycotté le scrutin en estimant que les conditions n'étaient pas réunies pour une élection libre et juste.

Selon la commission électorale, la participation a atteint 46,4% sur les quatre jours de vote. La mission d'observateurs de l'Union africaine avait pourtant indiqué après la fin du scrutin avoir «observé un taux de participation généralement faible». Il n'y avait pas eu foule dans les bureaux de vote, en dépit de la décision de la commission électorale de donner un jour supplémentaire aux Soudanais pour voter. Le parti de Béchir a également gagné haut la main les législatives en remportant 323 des 426 sièges du Parlement.

Ce scrutin controversé, deuxièmes élections multipartites depuis l'arrivée au pouvoir de M. Béchir en 1989 après un coup d'Etat, a été critiqué notamment par l'Union européenne, la Grande-Bretagne, la Norvège et les Etats-Unis. Ces trois derniers pays avaient regretté dans un communiqué commun «l'échec du gouvernement du Soudan à organiser des élections libres, justes et dans un climat propice».

De telles critiques ont été qualifiées de «colonialistes» par le raïs soudanais âgé de

Photo : DR

Omar El-Bachir de nouveau président pour 5 ans.

71 ans, qui s'est félicité vendredi du succès de ces élections organisées en dépit «du blocus oppressif et injustifié visant depuis plus de 25 ans» le pays. Depuis 1989, le Soudan est isolé sur la scène internationale et, depuis 1997, sous le coup d'un embargo commercial américain.

M. Béchir est sous pression pour entamer un dialogue avec ses détracteurs afin de sortir de cet isolement de plus en plus pesant pour son économie étouffée par les sanctions et une dette qui gonfle.

Offensive diplomatique

Le Président «ne peut pas ignorer les appels au dialogue car il s'agit d'une exigence régionale et internationale en plus d'être réclamé à l'intérieur» du pays, estime l'analyste politique Adel Al-Baz. Avant même le vote, la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini avait averti que ces élections ne pourraient produire de résultats «crédibles» en raison de l'échec du pouvoir à initier des pourparlers.

En 2014, M. Béchir avait annoncé l'ouverture d'un dialogue national pour résoudre les conflits qui font rage au Darfour et dans les provinces du Kordofan-Sud et du Nil-Bleu, où des rebelles armés s'estimant marginalisés défient les autorités fédérales.

Mais ce dialogue, considéré par de nombreux pays occidentaux comme une condition préalable à tout assouplissement des sanctions, n'a toujours pas démarré. Au contraire, M. Béchir a resserré dernièrement son emprise par une série d'amendements constitutionnels lui attribuant de plus grands pouvoirs.

Or, depuis la partition du Soudan en 2011, Khartoum, dont l'économie avait décollé dans les années 2000 grâce aux exportations de brut, a perdu la majorité de ses revenus, les plus grands champs pétroliers étant situés au Soudan du sud.

«La dette souveraine soudanaise a dépassé les 40 milliards de dollars, que le pays est incapable de rembourser», souligne l'économiste Hassan Makki. «Le gouvernement veut donc un effacement des dettes» mais «cela n'arrivera pas tant qu'il ne change pas sa politique».

Khartoum a lancé une offensive diplomatique ces dernières semaines en rejoignant la coalition initiée par l'Arabie Saoudite pour lutter au Yémen contre des rebelles chiites liés à l'Iran.

Selon M. Makki, M. Béchir a «estimé que l'alliance militaire du Golfe au Yémen lui offrait la possibilité d'ouvrir de nouvelles voies», en se rapprochant des Saoudiens, après avoir été proche de leur ennemi juré, l'Iran.